

3^E TRIMESTRE 2001 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE DÉCEMBRE 2001 N° 21

RALENTISSEMENT PERCEPTIBLE APRÈS UN BON TROISIÈME TRIMESTRE

L'enquête de conjoncture menée par l'Observatoire est effectuée peu avant la parution de l'Indicateur 41, c'est-à-dire en décalage par rapport au trimestre dont il fait l'objet et pour lequel les résultats statistiques ne sont souvent connus que deux mois plus tard ; cela permet de corriger éventuellement l'impression première laissée par les chiffres. Cette démarche trouve en cette fin d'année sa pleine justification. Ainsi, les indicateurs du troisième trimestre 2001 restent bons, parfois même excellents, mais en net contraste avec le sentiment partout prégnant d'une dégradation conjoncturelle mise en lumière par notre enquête.

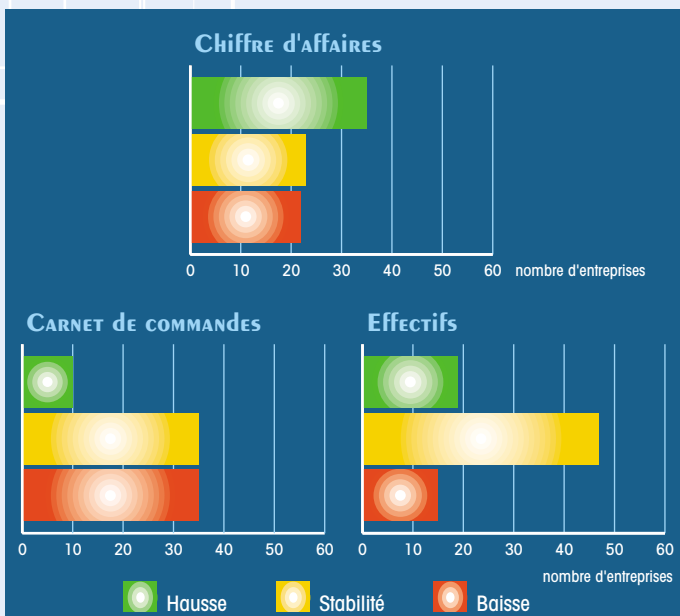
D'une manière générale, l'activité économique du département se situe toujours à un niveau très élevé. Cela est très net pour le troisième trimestre, probable pour le quatrième, bien qu'en repli notoire. Il faut en effet préciser que les volumes d'affaires avaient atteint des sommets qu'ils n'avaient plus quittés depuis deux ans.

Fin septembre, tout concordait pour qualifier le trimestre écoulé de très bon : carnets de commandes et chiffres d'affaires en hausse, poursuite intense des recrutements, utilisation très massive de l'intérim, quasi-absence de recours au chômage partiel, bon niveau de l'investissement. Dans ces résultats, peu de traces encore du ralentissement partout annoncé, si ce n'est une reprise sensible du chômage, au caractère grandement saisonnier, mais tout de même fortement accentuée par une multiplication des situations de fin de contrat ou de mission de travail temporaire. Seuls les chefs d'entreprises interrogés apportaient un bémol avec des pronostics beaucoup plus réservés que de coutume, avant même que ne survinssent les attentats de New York.

Les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas encore connus mais l'enquête menée par l'Observatoire à la mi-décembre permet de vérifier que le ralentissement est bel et bien intervenu, surtout dans l'industrie, et qu'il devrait encore se poursuivre. Les constats de baisse d'activité, d'allégements voire de diminution des carnets de commandes, de réduction des effectifs se font bien plus fréquents.

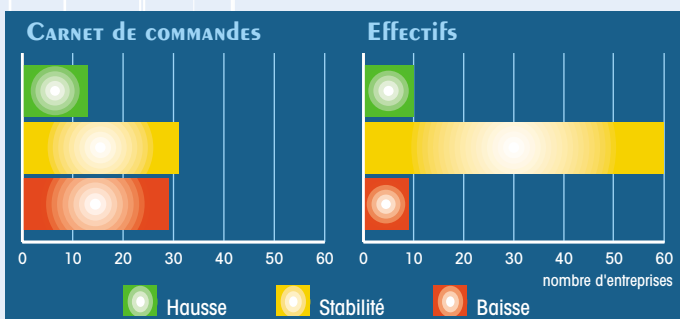
Pourtant rien ne permet encore d'affirmer que ce ralentissement sera de grande ampleur : beaucoup d'entreprises, en effet, connaissent encore des situations de croissance et continuent à recruter, nombreuses sont celles qui projettent de réaliser rapidement des investissements significatifs. De surcroît, l'optimisme domine encore... mais il est vrai bien faiblement.

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

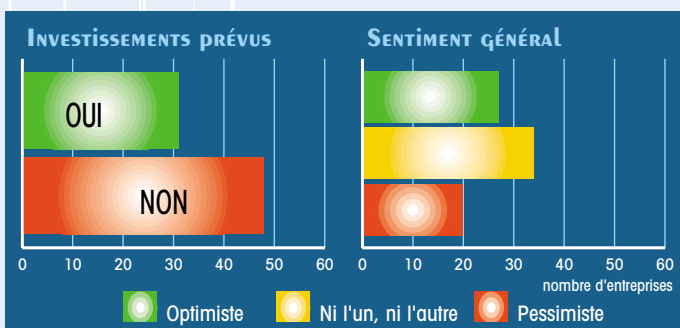


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 11 au 14 décembre 2001. Elle couvre 81 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

LE RALENTISSEMENT EST SENSIBLE

La précédente enquête de conjoncture, réalisée début septembre, laissait craindre un possible **ralentissement**; celle du début décembre en révèle les **premiers effets**.

Globalement, **les volumes d'activité se situent toujours à un niveau très élevé**. Les responsables interrogés estiment en majorité que le **chiffre d'affaires** de leur établissement est **supérieur (44 % des cas)** ou égal (29 %) à ce qu'il était un an auparavant à la même époque. Il faut se souvenir à cet égard que depuis deux années l'économie du département tourne à plein et que les niveaux d'affaires ont atteint des sommets. Les résultats enregistrés pour ces trois derniers mois seraient par conséquent encore très bons.

Les signes d'un changement de conjoncture sont cependant patents, sans que l'on puisse parler pour autant de retournement. Ainsi, **le volume des commandes a diminué dans 44 % des établissements** et augmenté dans seulement 12 % (ce dernier chiffre a littéralement fondu). Dans l'ensemble, les responsables d'entreprises sont partagés sur l'appréciation de ce niveau de commandes : ils sont autant à penser qu'il est insuffisant ou au contraire élevé. C'est là un point tout à fait nouveau, tranchant avec l'homogénéité des réponses positives lors des enquêtes précédentes. De même on constate que **la conjoncture s'est plus nettement détériorée dans l'industrie** où les cas de baisse de régime sont largement plus fréquents que les situations de stabilité ou de croissance, ces dernières allant se raréfiant. Selon les prévisions des responsables d'entreprises, **les trois mois à venir s'inscriront dans ce même schéma**.

Comme le laissait supposer notre dernière enquête, les établissements ayant concrétisé des embauches ont été moins nombreux que par le passé, mais plus cependant que dans les prévisions. Dans l'ensemble, **un sur quatre a renforcé ses équipes** au cours des trois mois passés, ce qui est déjà considérable. On note toutefois une augmentation de ceux ayant été amenés à **réduire leur effectif (18 % des cas)**, le plus souvent dans l'industrie. **Dans le court terme, la stabilité devrait l'emporter partout très largement (75 % des réponses)**; 1 établissement industriel sur 5 envisage une baisse de ses effectifs.

On le mesure bien, **le moral des responsables interrogés n'est plus aussi bon** qu'auparavant. Le doute s'est installé chez certains d'entre eux qui craignent une baisse d'activité pour leur entreprise (1 cas sur 4 en général). **L'optimisme l'emporte tout de même** (un tiers des réponses), mais pour la première fois depuis le début de cette enquête (en 1996) les réponses sont très partagées. Tout au plus, peut-on espérer qu'il s'agit là d'un mouvement passager, car si les craintes se font plus puissantes, elles n'ont en rien entamé **les projets d'investissements, plus nombreux que de coutume**.

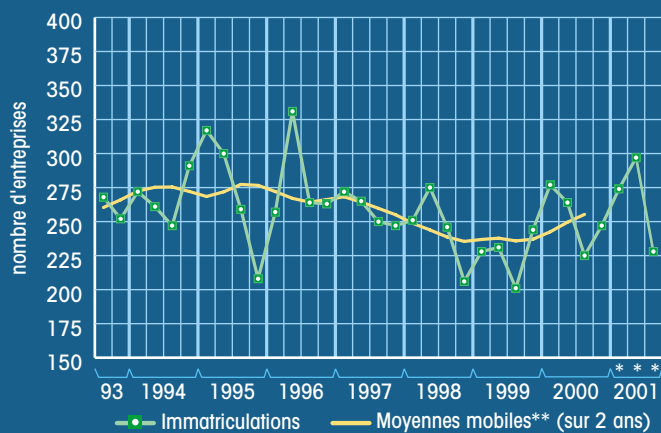
BEAUCOUP DE MOUVEMENTS D'ENTREPRISE

Les chiffres non encore définitifs livrés par la CCI pour les trois premiers trimestres de l'année sembleraient confirmer le **redressement de la création d'entreprise 1**, mettant fin ainsi à une longue période de lente érosion. Le nombre des créations enregistrées de janvier à fin septembre apparaît d'ores et déjà comme le plus élevé depuis cinq ans. Globalement, la part représentée par **les sociétés réellement nouvelles** dans le total des immatriculations serait, selon ces données provisoires, d'environ 50 %. Leur nombre serait **en forte croissance**, malgré une chute, assez habituelle, au troisième trimestre.

Un retournement de tendance semblerait également se dessiner s'agissant des disparitions d'entreprises, après une longue période de contraction, lente mais régulière, suivie plus récemment d'une phase de stabilité. Là encore les chiffres sont provisoires mais la **multiplication des radiations 2** paraît bien réelle. Leur nombre aurait augmenté nettement **depuis le début de l'année**, au point d'être le plus fort de ces cinq dernières années. Rien ne permet cependant de prédire le caractère persistant ou passager de cette évolution.

Pour **l'artisanat**, le troisième trimestre de l'année ne s'est pas inscrit dans la lignée des deux premiers. **Les disparitions d'entreprise 3** ont été **plus fréquentes** que précédemment, à **l'inverse des créations**. Cela conduit à un **solde négatif (- 17)** et donne au résultat des douze derniers mois une connotation davantage mitigée. Ainsi que nous avons déjà pu le constater sur longue période, le volume des disparitions se contracte régulièrement : - 9,6 % en un an, mais celui des créations s'est à nouveau tassé au point de diminuer de 6,8 %. Sur l'année, le solde demeure négatif (- 11); le **dynamisme en ce domaine du Bâtiment (solde de + 37)** n'a donc pu contrecarrer les résultats négatifs enregistrés pour toutes les autres branches artisanales, et plus particulièrement celles de l'Alimentation (- 21) et de l'ensemble "Transports - réparation - services" (- 12).

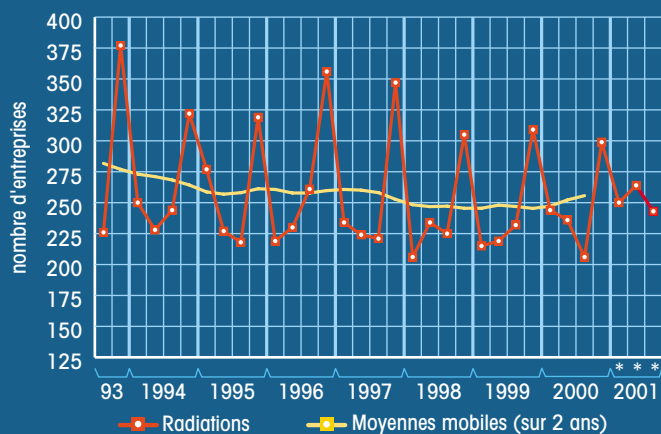
1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

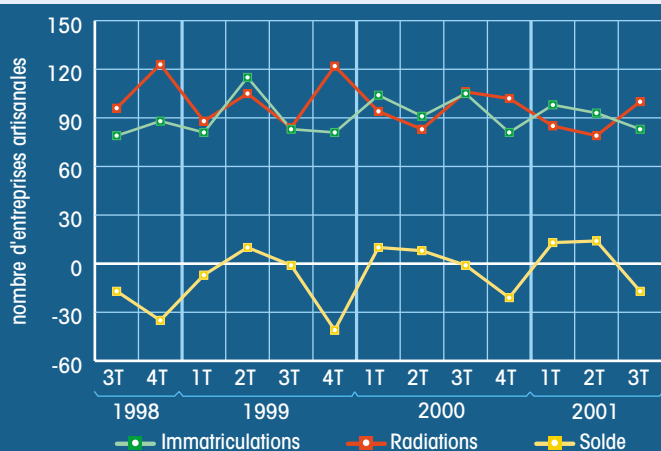
** La moyenne mobile est la valeur moyenne de la variable observée sur les douze derniers mois connus. Cette valeur moyenne est attribuée au point médian de la période observée. L'écart entre deux points de la moyenne mobile mesure le rythme annuel d'évolution. La courbe des moyennes mobiles exprime donc la tendance à long terme de la variable observée.

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



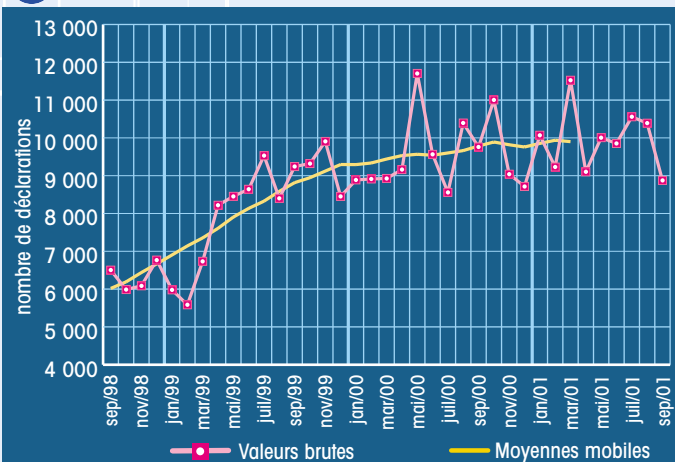
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



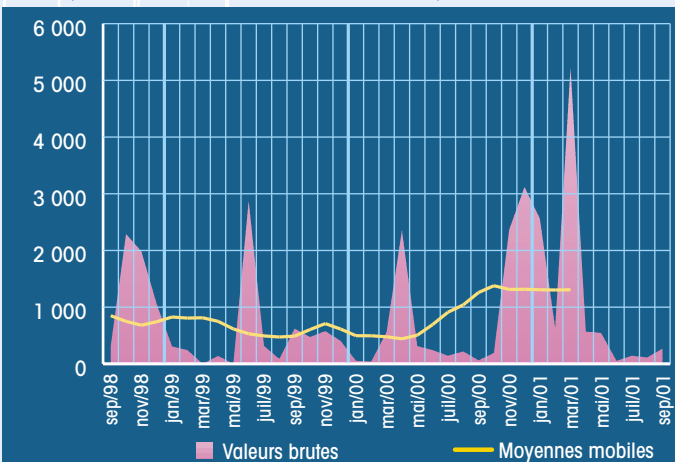
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



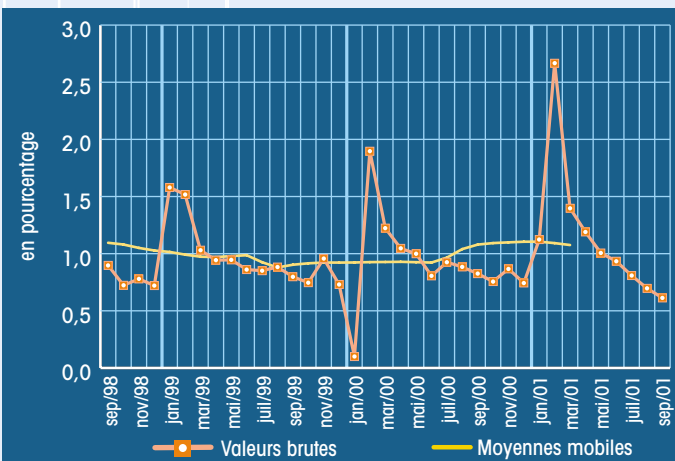
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

2 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE DE JOURNÉES INDEMNISÉES)



source DDETFP

3 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

UNE ACTIVITÉ

TOUJOURS TRÈS SOUTENUE

On craignait un essoufflement de l'activité économique au troisième trimestre. Il n'a pas eu lieu. Si l'on s'en tient aux données relatives à l'intérim, force est de constater que les volants importants d'affaires des entreprises les ont contraintes à compléter leurs équipes, et cela de manière consistante. Près de **30 000 déclarations préalables à l'embauche** 1 ont ainsi été déposées auprès de l'URSSAF au titre du travail temporaire entre juillet et septembre. On se situe là à **l'un des niveaux les plus hauts jamais atteints**. Le cumul sur un an, déjà situé à un niveau record, progresse encore : plus de 118 000 déclarations, ce qui représente **une croissance de 4,2 %**.

Peu d'entreprises ont éprouvé au cours du trimestre des difficultés nécessitant de recourir au **chômage partiel** 2. Celui-ci est donc devenu progressivement un phénomène **tout à fait marginal**. En effet, **526 journées ont été indemnisées** à ce titre (1 164 au deuxième trimestre), soit **l'un des niveaux les plus bas des dix dernières années**. Pour mémoire, ce nombre était fréquemment plus de cent fois supérieur au début des années quatre-vingt-dix. Au total, 80 personnes ont été touchées.

Le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF¹ pour la période de juillet à septembre a de nouveau augmenté pour se situer à un niveau proche de celui du début de l'année, après un creux au deuxième trimestre. Il s'élève à 201,7 millions d'euros. Fin septembre, la part de ces **cotisations restant impayées** 3 après échéance s'établissait à **0,61 %**, le **niveau le plus bas de toutes ces dernières années**.

(1) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

LES IMPORTATIONS TOUJOURS MASSIVES

Le volume des exportations ④ des entreprises de Loir-et-Cher est resté **stable** au troisième trimestre, à un niveau (357,8 millions d'euros) situé **un peu en dessous de la moyenne de ces dix dernières années**. Il a cependant progressé de 6,8 % en douze mois.

Les importations sont restées massives (284,8 millions d'euros), à un seuil comptant **parmi les plus élevés** observés jusqu'à présent, même si l'on note un recul de 11,2 % de juillet à septembre. Cela **traduit l'effort d'équipement** des établissements que révèlent par ailleurs bon nombre d'indicateurs. Sur les quatre derniers trimestres, la progression est de 13,9 %.

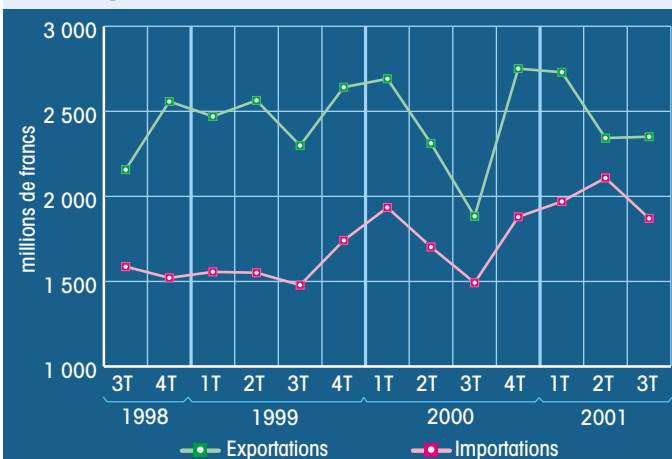
La conjugaison de ces deux mouvements contraires **permet d'accroître le solde des échanges extérieurs** ⑦ du département qui s'élève à 73 millions d'euros, soit encore bien en dessous des chiffres enregistrés auparavant. Le **taux de couverture² s'établit à 125 %**, contre 111 % au deuxième trimestre.

BON NIVEAU DE LA CONSTRUCTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉ

La situation s'est redressée pour la **construction de locaux à usage d'activités** ⑥. Après un repli sensible au trimestre précédent, ce sont **plus de 50 000 m²** qui ont été **mis en chantier** entre juillet et septembre, dont 21 000 m² de bâtiments industriels. Sur l'ensemble des **douze derniers mois**, l'évolution demeure très nettement positive : 242 500 m² soit **+ 18,5 %** (contre + 4,3 % pour la région).

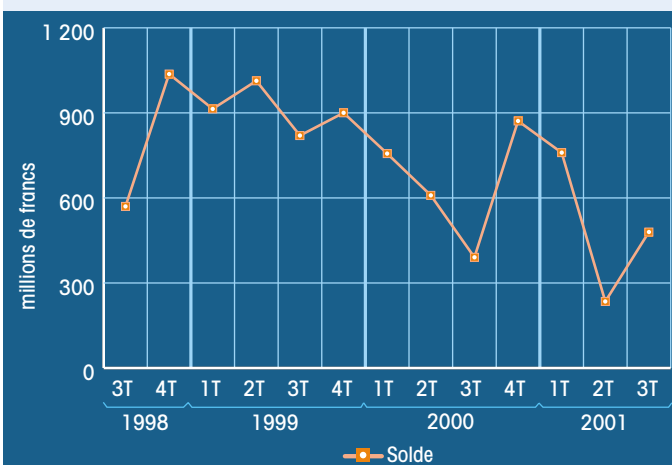
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

④ COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



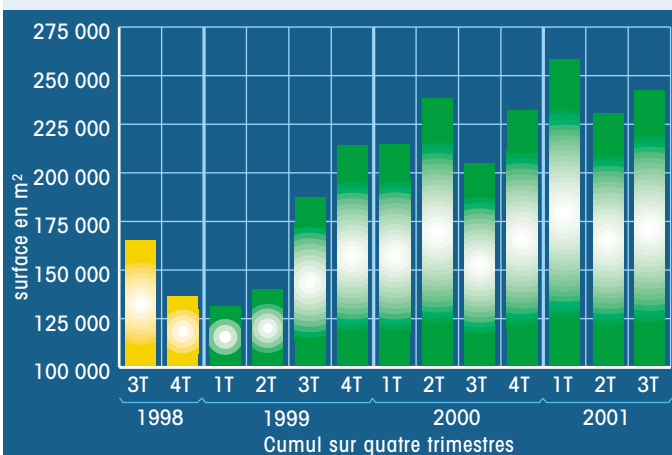
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

⑦ SOLDE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

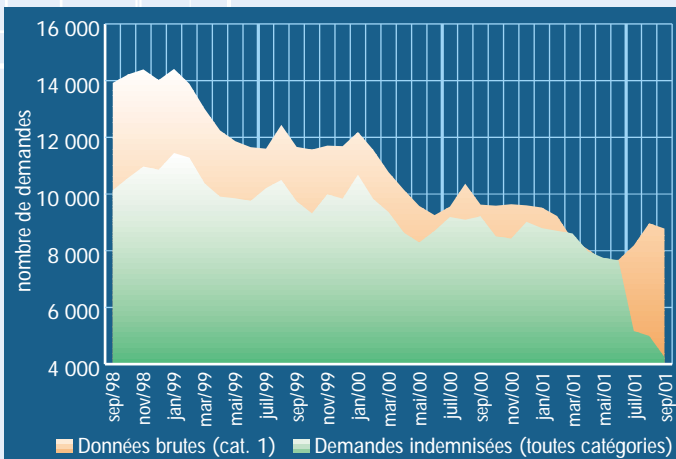
⑥ LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Siclone - Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (symbolisé par le changement des couleurs).

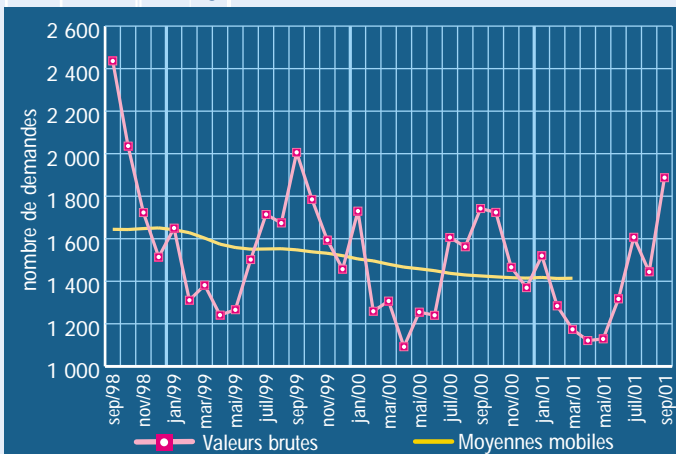
1 Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

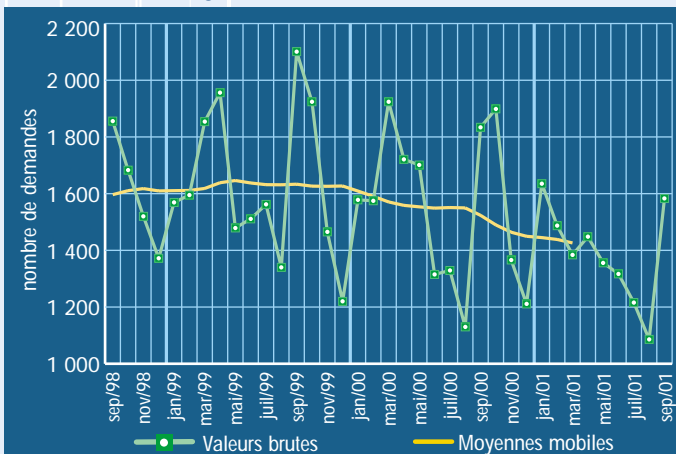
2 Demandes d'emploi enregistrées (toutes catégories)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 Demandes d'emploi sorties (toutes catégories)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

Le chômage a augmenté

Le chômage a de nouveau progressé au cours du troisième trimestre, en Loir-et-Cher comme partout ailleurs. Le nombre des demandeurs d'emploi 1 s'élève fin septembre à 8 770 (données corrigées des variations saisonnières), soit 400 de plus qu'à la fin du mois de juin. La hausse, intervenue au cœur de l'été, est sensible (+ 4,9 %). Elle minore de ce fait très nettement les résultats des périodes précédentes où le chômage reculait fortement. Sur les douze derniers mois il a baissé de 8,8 % (données brutes), alors que ce chiffre dépassait encore 17 % à la fin juin. Cela représente tout de même 850 chômeurs de moins qu'en septembre 2000. Il est également important de signaler qu'en ce domaine le Loir-et-Cher enregistre une fois de plus le meilleur résultat de la région pour laquelle l'évolution est de - 5,6 % (- 5,1 % pour le pays).

En décalage avec l'évolution constatée sur le marché du travail, le nombre des demandeurs d'emploi (toutes catégories confondues) bénéficiant d'une indemnisation a amorcé dès le mois de juillet une lourde chute, confirmant la tendance qui paraissait se dessiner jusqu'alors. Fin septembre, il s'élevait à 4 250, soit un recul de 44,5 % en trois mois et de près de 54 % en un an.

Sur longue période, la diminution du chômage est légèrement plus marquée pour les femmes ainsi que pour les ouvriers et les employés qualifiés, tandis que l'évolution semble moins favorable aux cadres et agents de maîtrise dont les rangs se resserrent (+ 4,3 % en un an). Par contre, de juillet à septembre dernier, les constatations semblent curieusement devoir être inversées : hausse plus prononcée pour les ouvriers et d'une manière générale pour les plus qualifiés (les cadres exceptés), ainsi que pour les femmes. De même, le nombre des demandeurs de moins de 26 ans a crû considérablement (+ 43,5 % en trois mois), ce qui traduit bien le caractère grandement saisonnier de la hausse. Enfin, on peut aussi observer que sur les douze derniers mois le chômage a régressé d'autant plus vite que l'ancienneté d'inscription était élevée.

Plus de 4 900 inscriptions nouvelles 2 ont été enregistrées par L'ANPE en ce troisième trimestre, soit autant qu'un an auparavant à la même période. Cela porte à 17 000 leur nombre sur les douze derniers mois, soit une diminution de 3,3 %, alors que le Centre et la France connaissent une légère hausse. Les inscriptions de l'été, comme chaque année à la même époque, ont été plus massives que celles du deuxième trimestre. On remarquera tout de même que leur nombre a été poussé à la hausse par une multiplication des situations de fin de contrat ou de mission (plus deux tiers).

Le nombre des personnes sorties des fichiers de l'ANPE 3 de juillet à septembre est le plus faible de ces cinq dernières années (3 885). En un an le volume des sorties a reculé de 9,2 %, contre 5 % pour le Centre et la France.

Le taux de chômage ④ (7,5 %)³ reflète cette inflexion du marché du travail, avec une **progression de 0,2 point** (l'administration a revu à la baisse les taux publiés pour le trimestre précédent, celui du Loir-et-Cher revenant alors de 7,5 % à 7,3 %). Cette hausse est générale, les taux régional et national étant respectivement de 7,4 et 8,9 %.

Au sein du Loir-et-Cher, les écarts que l'on constatait précédemment entre chacun des arrondissements **se sont effacés** au point que les taux sont désormais identiques à celui du département pour Blois (situation stable) et Romorantin (hausse sensible). Seul l'arrondissement de Vendôme connaît ce trimestre une évolution importante avec + 0,7 point (taux de 7,6 %).

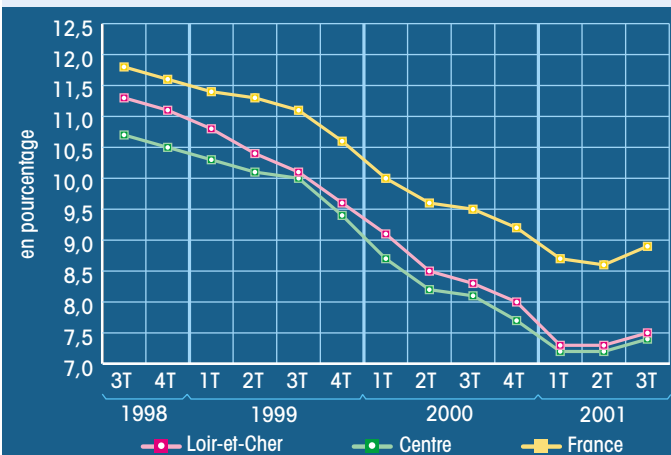
LES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE DEMEURENT IMPORTANTS

Le volume des **offres d'emploi déposées** à l'ANPE ⑤ (3 343, toutes catégories confondues) **s'est contracté pour le troisième trimestre consécutif**, ce qui représente une diminution de 13,8 %. La baisse, habituelle à cette saison, était particulièrement forte dans notre département. Néanmoins, **sur douze mois, le bilan demeure positif**, dopé par le niveau exceptionnel du premier trimestre de l'année : progression de 7,1 % du nombre des offres enregistrées contre un recul de 4,8 % pour la région et de 2,9 % pour le pays. En outre, point satisfaisant, le nombre des offres relatives à des **emplois à temps complet et à durée indéterminée** (type A) ont **augmenté** au cours du trimestre, au point de représenter 54,3 % de l'ensemble de celles proposées. Sur l'année, là aussi, la progression est importante (+ 10,7 %), en fort contraste avec les situations régionale et nationale.

À l'inverse, l'URSSAF a relevé une multiplication des procédures de recrutement. **Le nombre des déclarations préalables à l'embauche** ⑥ qui lui sont parvenues (hors agriculture et travail temporaire) de juillet à septembre **n'avait jamais été aussi élevé : 16 276**, ce qui se traduit par une augmentation de 17 % par rapport au deuxième trimestre et de 7,5 % en un an. Cette hausse est due principalement aux **secteurs des services** qui manifestent des besoins en main d'œuvre nettement plus élevés qu'habituellement à pareille époque.

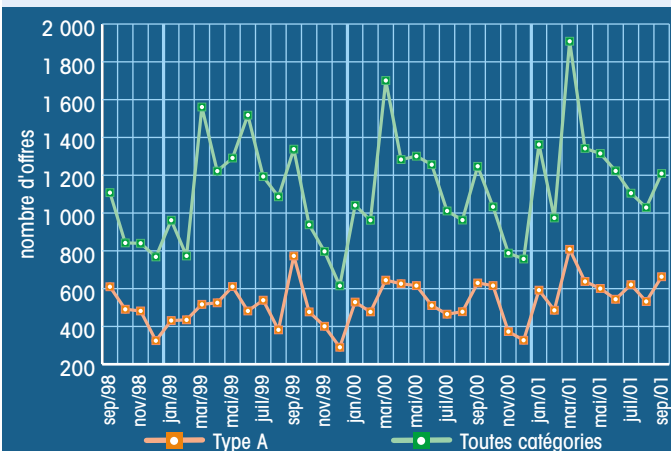
(3) Le taux de chômage résulte d'une construction complexe réalisée par l'INSEE, qui prend en compte plusieurs catégories de demandeurs d'emploi et des estimations de population régulièrement révisées. Les variations observées sont en conséquence difficilement analysables.

4 TAUX DE CHÔMAGE



source DDTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source DDTEFP

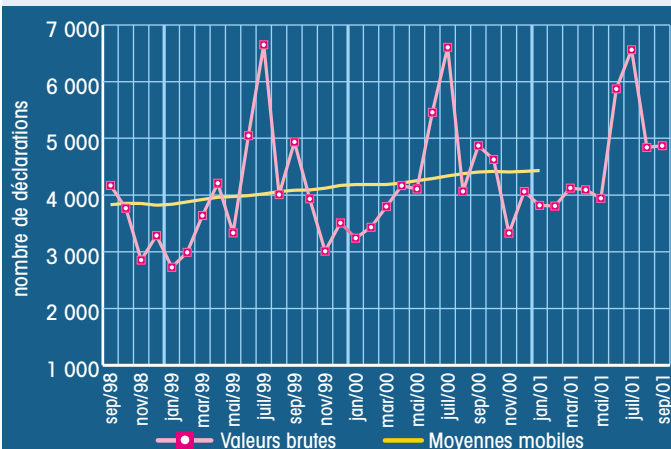
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

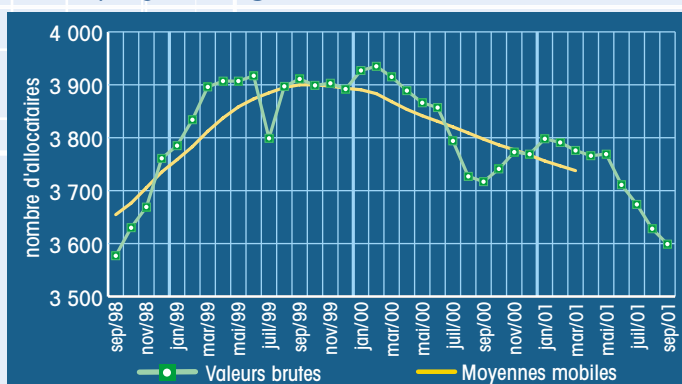
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

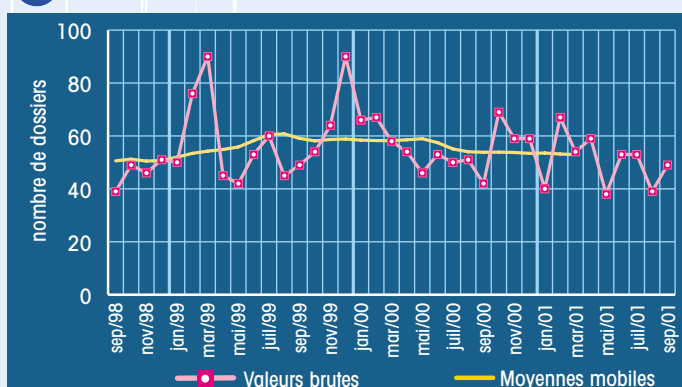
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



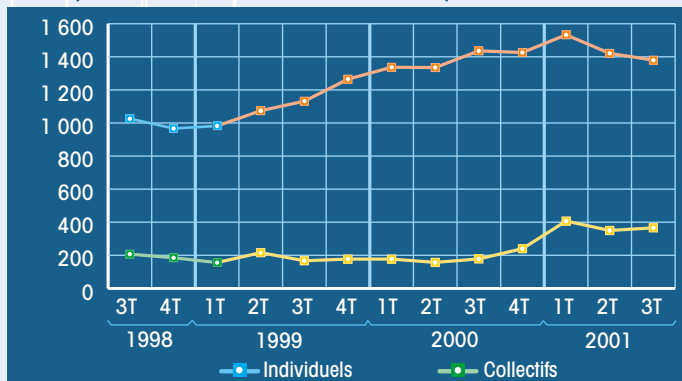
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

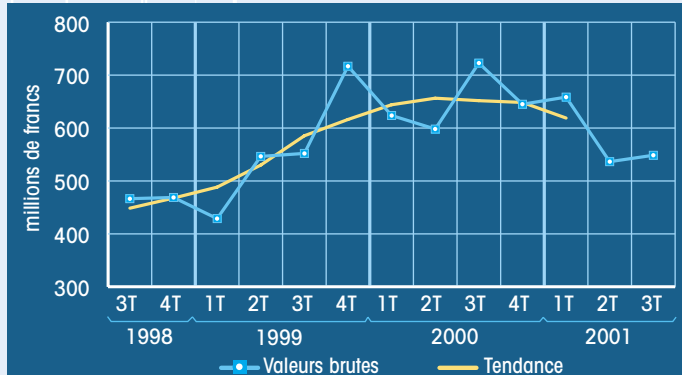
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Siclone - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (changement de couleur).

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

RMI ET SURENDETTEMENT, UNE ÉROSION PLUS MARQUÉE

La situation semble avoir bougé pour le RMI 1. Depuis janvier les rangs des allocataires n'ont cessé de se réduire, d'abord très modestement jusqu'en mai et de manière plus marquée depuis lors. Fin septembre, leur nombre s'élevait à **3599**, un niveau que le département n'avait plus connu depuis trois ans. Le recul est cependant de faible ampleur (**3 % pour le trimestre et 3,2 % sur douze mois**), en rien comparable à ce qui a pu être observé pour le chômage au cours des périodes précédentes. Ce simple constat nous rappelle qu'une grande partie des bénéficiaires de ce revenu n'est pas inscrite à l'ANPE.

À l'inverse, peu de changements majeurs sont intervenus en matière de surendettement des ménages 2. Une apparente stabilité semble s'être installée depuis trois années, le nombre de dossiers nouveaux parvenant à la Banque de France oscillant dans une fourchette étroite (entre 600 et 700 par an). Néanmoins, pour ce dernier trimestre, **141 dossiers** ont été enregistrés soit tout de même l'un des chiffres les plus bas de ces trois dernières années. Cela permet de porter à **8,1 % le recul observé sur un an**, par rapport il est vrai à la période précédente où un sommet avait été atteint. Le Loir-et-Cher se démarque assez sensiblement du reste du territoire où la diminution est moins importante (5 % en France et 3,6 % dans la région Centre).

Reprise sensible du logement

Après un deuxième trimestre peu favorable à la construction de logements neufs, la situation semble s'être sensiblement améliorée durant l'été avec l'émergence de nouveaux projets. **359 logements** ont ainsi été mis en chantier 3 contre **276 précédemment**, mais il s'agissait là d'un des résultats les plus faibles de ces dernières années. Il faut y voir aussi l'effet de la reprise des programmes collectifs qui reviennent à un niveau plus habituel. Analysée sur longue période, l'évolution demeure positive (+ 8,2 % sur un an), en net décalage avec celle constatée pour la région Centre (- 2,7 %).

Les transactions réalisées pour l'immobilier ancien 4 ont légèrement progressé par rapport au deuxième trimestre mais restent bien en deçà des volumes atteints depuis la fin de 1999. Pris isolément, les résultats enregistrés pour ces douze mois se révèlent cependant importants et s'inscrivent parmi les meilleurs observés jusqu'alors, même s'ils sont en retrait de 10,3 % par rapport à la période précédente.